

## La gouvernance mondiale est un besoin vital

**la Croix** **La Croix.** 25 Février 2010. Par Stéphane Hessel

Leçon de la mondialisation par excellence, aucun État n'est aujourd'hui en mesure de faire respecter un ordre mondial et d'imposer les indispensables régulations globales. Il faut donc travailler avec des modèles d'organisation alternatifs à l'hégémonie. Prix Nobel ou pas, le président des États-Unis n'est plus aujourd'hui l'homme le plus puissant de la planète. La fin du rêve impérial américain, ensablé entre Bagdad et Kaboul, fait écho à la dislocation de l'empire soviétique il y a tout juste vingt ans. Après plus de trois siècles sous le régime westphalien de l'absolutisme des États-nations, une autre ère s'ouvre à présent dans les relations entre peuples, bousculant le réflexe national sur lequel reposent encore nos cultures politiques modernes.

Catastrophe écologique, récession économique, famines et pénuries, pandémies virales, instabilité politique, menaces terroriste et nucléaire... ces crises planétaires nous imposent absolument de prendre conscience de notre interdépendance. Car plus que jamais lorsqu'il s'agit de la planète, la survie de l'humanité passe par l'instauration d'une gouvernance mondiale digne de ce nom – pour sortir de la cacophonie décourageante qu'on a pu déplorer à Copenhague. Car quels que soient les espoirs suscités par la mise en place d'un G20 ou par les gesticulations enthousiastes du président français, il n'y a à l'heure actuelle aucune gouvernance mondiale. Les intérêts nationaux, autant dire les « égoïsmes », prévalent encore, transformant chaque rencontre internationale en séance de marchandages sordides. Dans ce genre de jeu à somme nulle, chaque concession est vécue comme une défaite. Cette myopie persistante des acteurs étatiques est la marque d'un terrible échec politique.

Ne nous y trompons pas, ce que révèle par exemple l'incapacité des marchés intégrés à prendre en compte les externalités négatives de l'économie mondialisée, ce sont les limites flagrantes d'un système international purement étatique. Plus que jamais, les défis planétaires du XXIe siècle viennent remettre en question la notion de souveraineté étatique et son expression internationale : l'intergouvernementalisme. Firmes multinationales, réseaux criminels, terroristes ou mafieux, ou organisations transnationales, depuis quelques décennies l'intervention croissante de ces acteurs non étatiques a complètement bouleversé le jeu traditionnel de l'équilibre des puissances. Portant une vision alternative de l'intérêt général, parfois en opposition avec celle que sont censés incarner les États, certaines grandes ONG portent même au niveau global une nouvelle forme de représentation citoyenne.

C'est dans cette optique que s'impose la réforme en profondeur du seul embryon de gouvernance mondiale existant aujourd'hui, l'ONU. Il ne s'agit pas uniquement de réformer le Conseil de sécurité des Nations unies, même si c'est nécessaire. Il s'agit d'approfondir, pour tous ses organes, leur représentativité, leur responsabilité et leur légitimité. En 1945, l'ONU avait proclamé l'égalité démocratique entre les États. On peut comprendre qu'à l'ère de la bipolarité, certains États aient voulu être « plus égaux que d'autres ». Mais ce temps est révolu. L'institution pourrait devenir le creuset du dépassement des intérêts nationaux. Elle devrait sérieusement réfléchir à mettre en place une instance politique représentative et permanente où pourrait se forger cette vision de l'« intérêt supérieur de l'humanité » qui nous fait tant défaut. Après soixante ans de relative hibernation à l'ombre glaçante d'empires totalitaires ou de démocraties impériales, son action peut enfin devenir efficace et contribuer à l'émergence d'une gouvernance politique mondiale.

Mais, quoique indispensable, la réforme de cette formidable institution ne suffira pas. Car toute la problématique est de parvenir à dépasser l'intergouvernementalisme et la rage de vouloir se sauver seul. C'est de cette maladie que souffre aujourd'hui la construction européenne, dont l'esprit communautaire s'est laissé étouffer par les ambitions personnelles des dirigeants de quelques grands États membres.

### La survie de l'humanité passe par l'instauration d'une gouvernance mondiale !

Bien sûr, les États restent légitimes pour représenter leurs peuples, mais l'État-nation n'est pas la fin de l'Histoire. Le temps n'est plus à la simple souveraineté nationale, mais à la souveraineté planétaire. À l'heure où se dessinent les contours d'une véritable société-monde, c'est une double légitimité que nous devons construire : celle de la règle de droit comme principe d'organisation, et celle d'un système d'organes capable de catalyser des décisions politiques planétaires – au nom de l'homme.

À l'appel de Fernando Henrique Cardoso et Michel Rocard, un réseaud'hommes et femmes d'État, de scientifiques, économistes, philosophes connu sous le nom de Collegium International a lancé le 7 novembre depuis São Paulo un appel pour une gouvernance politique mondiale, publié depuis dans La Croix, le 17 décembre dernier. Ainsi, nous appelons à fonder cette « communauté mondiale » dont il est temps de préciser enfin la stratégie opérationnelle sur les valeurs inaliénables comme celles qui figurent dans le Préambule de la Charte des Nations unies. Elle ne peut pas demeurer cette entité vague dénuée d'incarnation politique et juridique, et trop souvent méconnue comme une forme déguisée de passé colonial.

Légitimité et représentativité des acteurs non étatiques, souveraineté de l'humanité, régulations internationales, droit universel... le chantier de la gouvernance mondiale se prêt aujourd'hui plus que jamais à une réflexion existentielle profonde et urgente.

Stéphane Hessel, ambassadeur de France, membre fondateur du Collegium International

